

Projet de Contribution du MSC à la réunion extraordinaire du Bureau / GC du CSA le 12 Avril 2017

Le MSC est profondément préoccupé par l'aggravation de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans plusieurs pays, en particulier les urgences alimentaires et nutritionnelles au Sud-Soudan, au Yémen, en Somalie et au Nord du Nigeria. Selon l'ONU, ces urgences pourraient conduire à une catastrophe humanitaire dans les prochains mois, menaçant plus de 20 millions de personnes de la famine et avec des risques élevés pour beaucoup d'autres personnes dans plusieurs autres pays. En tout, au début de 2017, le nombre de personnes souffrant de faim aiguë et nécessitant une aide alimentaire pour survivre s'élève à 108 millions de personnes, soit une augmentation de 35% par rapport à 2015.

Nous nous félicitons de l'initiative de la Présidence du CSA organisant cette réunion extraordinaire du Bureau du CSA et du Groupe consultatif et nous pensons que cela pourrait développer la compréhension commune nécessaire pour mener une action commune par le CSA. De toute évidence, le CSA ne peut rester silencieux face à de telles situations.

Le CSA n'est pas un organe opérationnel pour les interventions humanitaires et ne peut pas contribuer grand chose au niveau opérationnel. Cependant, le CSA est la principale plate-forme inclusive, intergouvernementale et internationale consacrée à la sécurité alimentaire et la nutrition et le CSA peut -- et doit -- apporter une contribution substantielle conformément à son mandat.

Les acteurs humanitaires et de développement dans les bureaux et sur le terrain ont besoin de voir une réponse du CSA à ces urgences mondiales ayant un impact énorme sur le droit à l'alimentation de millions de personnes. Les gouvernements et les organisations internationales spécialisées doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'accessibilité à l'alimentation de ceux qui sont les plus touchés et les plus vulnérables. Une attention particulière doit être accordée aux femmes qui sont encore plus touchées lors de catastrophes, conflits et guerres. Elles doivent être particulièrement soutenues dans leurs rôles critiques dans ces crises majeures.

C'est l'occasion pour le CSA pour d'exiger l'application urgente de ses instruments de politique pertinents, y compris le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et d'autres recommandations politiques pertinentes incluses dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Ceux-ci reflètent les dures leçons apprises sur le terrain et fournissent des conseils nécessaires à la prévention efficace et la réponse aux situations d'urgence qui se profilent.

Dans l'esprit de ces engagements politiques et les principes qu'ils incarnent, nous proposons que les éléments clés de la réponse du CSA incluent:

- Fournir une plate-forme d'analyse politique et de débats de ces situations d'urgence et de leurs causes profondes, faisant le lien entre les premiers systèmes d'alerte et l'action opérationnelle

des institutions des Nations Unies participantes avec la mobilisation d'un soutien international et la délibération politique sur des réponses aux crises qui soient plus efficaces et globales;

- Veiller à ce qu'une attention particulière soit accordée aux voix ainsi qu'aux droits humains des personnes dans les mouvements sociaux et les communautés, qui vivent dans les territoires et les pays les plus touchés;
- Inciter instamment les gouvernements, les organisations intergouvernementales et tous les acteurs à utiliser et appliquer efficacement dans ces pays les instruments politiques pertinents du CSA;
- Inciter à veiller à la cohérence des politiques lors de telles interventions qui intègrent des secours d'urgence à court terme avec des interventions à plus long terme pour le renforcement des institutions de développement dans le cadre préventif et curatif des droits humains.

En ce sens, nous proposons que le CSA prenne les mesures suivantes:

- La Présidence du CSA envoie immédiatement une lettre aux gouvernements, aux organismes intergouvernementaux, aux Nations Unies et à tous les acteurs concernés, en tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus.
- Le CSA devrait convoquer une audience extraordinaire dans les 4-6 prochaines semaines, afin d'évaluer les causes de la crise et surtout entendre les voix des mouvements sociaux et des communautés, en particulier les femmes, dans les territoires et les pays impactés et se mettre d'accord sur les principales actions à entreprendre.
- Le CSA devrait prendre des mesures immédiates et mener des missions d'enquête sur le terrain de ses membres et participants dans les pays les plus touchés par les situations d'urgence, en tant que moyen de mobiliser une plus forte solidarité internationale et un soutien renforcé mais aussi contribuer à une meilleure compréhension des causes et une meilleure application des réponses politiques efficaces.
- La session plénière du CSA devrait inclure les urgences actuelles ainsi que les menaces de famine dans son ordre du jour et réaliser une évaluation approfondie de la situation en vue de sa session d'Octobre 2017.